

BGE 14 I 285

Bundesgericht (BGE), 1888-01-01, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_14_I_285

FR: ATF 14 I 285

IT: DTF 14 I 285

Volltext

284 B. Civilrechtsptlege. gefä~rnd}eg IDlanöl>et, ban ein orbentlid}er @ifenba~narbeitet D41gfelbe/ aud} abgefe~en \)on jebem ~erbote bon ~orgefe\$ten, id}led}t~tn untetlaffen)Durbe, jo)Dare bem gegenüber einfad} barauf ~inAU)Deifen, ban bie ~eflagte,)Die fte felbjl augie&t, in ~ugna~mefäffen biejcg IDlanö\}er feH1ft an3uorbnen pffegt. ~a~. felbe tann baf}er, wenn aud} mit einiger @efaf)r berbunben, bod} unmögHd} ein Eeben unb @efunbf)eit ber &rbeiter in 10 ~of)em @rabe gefäf)rbenbeg fein, bau beffen ~orna~me burd} einen &rbeiter, an pd} unb abgefef)en \)on einem reglementarlfd}en ~erbote, alg ein unl>erantltortHd}er Eeid}tfinn erfd}iene. 5. 3jl banad} ein IDlitberid}ulben ber ~af)ngeienfd}aft, ref~. i~rer Eeute anöunef)men, fo mus nad} fonftanter ~ra&iß eine ~f)ehung beg eingetretenen !Gd}abeng ~la\$ greifen. rollt mud. fid)t auf <er unb @rltlerb beg @etöbteten unb auf .8af)I, <er unb Eebenflfteffung ber &interlaffenen ift ber ben Ie\$tmn ent- ftanbene !Gd}aben in sta~ital auf circa 10/000 ~r. 3u betan· fd}lagen. 3n ~eruCffid)tigung beg IDlitberfd}ulbeng beg @etöb~ teten ijl bie ben &interfaffen 3u3ubiffigenbe @ntfd}äbigung auf 5000 ~r. fejl~ufe\$en. ~emnad} 9at bag ~unbeggerid;t edannt: ~ag Udf)eH beg ~p~effationggerid)teg beg stantong ~afel. ftabt bom 11. ~rH 1888)Dilb ba~in abgeänbert, bas bie ~e. fragte ber stägerin für fid) unD i~re stinber eine @ntfd}äbigung bon 5000 ~r. (fünftaufen ffranfen), rammt ,8ing ä 5% feit 7. Dftober 1887, ab3u9tid) bereW~ beba~Iter 100 ~r., AU be. Aaf)len f)at, It\Ollon bie &iilfte ber stagetin, bie &älfte beu stin'oern ~ufnffen f off. III. Obligationenrecht. No 47. 285 m.

Obligationenrecht. - Droit des obligations. 47. Arretdu 13Avril1888 dans la cause Deppierraz contre Vauthey. Par jugement du 24 Janvier 1.888, la Cour civile du Tri- bunal du canton de Vaud a prononce comme suit en la cause qui divise les parties : La Cour deboute le demandeur Deppierraz, a Bioley-Orju- laz, de ses conclusions : Accorde au dMendeur Pierre-Daniel Vauthey, a Sugnens, ses conclusions tant liberatoires que reconventionnelles ; dit en consequence que l'acte de cautionnement du billet de 1.0000 fr., du 24 Aout 1.886, ac te souscrit par le defendeur le 27 ~Iars 1.887, est nul et de nul effet, et condamne le de- mandeur a tons les depens. Par ac te du 4 Fevrier 1.888, parvenu au Tribunal de ceans le 20 dit, le sieur A. Deppierraz a reeouru contre ce jnge- ment, et coneIn a l'adjudication de ses conclusions, avec suite de depens. P. D. Vauthey a conclü au maintien du jugement du Tri- bunal cantonal. Statuant en la cause et considerant : En fait: 1. 0 Le 24 Aout 1886, Francois, Auguste et Louis Vauthey, a Sugnens, ont souscrit en fa veur d' Aime Deppierraz, a Bio- ley-Orjulaz, un billet de change du capital de t 0000 fr., a l'echance du 24 Fevrier 1.887, lequel a ate endosse par Pierre-Daniel et par Edouard Vauthey, tous deux a Sugnens. Ce billet n'ayant pas ete acquitte a l'ecMance, il a ete pro- teste faute de paiement le 25 Fevrier 1.887. Francois Vauthey, run des souscripteurs, etant decede, sa succession a ete soumise a Mnefice d'inventaire, repudiee, 286 B.

Civilrechtspflege. puis discutee juridiquement ; le Tribunal du district d'Echal- lens a, en outre, prononce la discussion juridique des biens de la maison Vauthey frikes, composee,

outre Franeois, d'Auguste et de Louis Vanthey; la discussion juridique des biens personnels de ces derniers a aussi ete ordonnee; ces ordonnances de discussion ont ete prononcees dans le cou- rant de Mai t887. Le fO Mars precedent, le procureur-jure Cavin, a Echallens, mandataire de Deppierraz, avait invite P.-D. Vauthey a payer le dit billet, et, par exploit du 2ö du meme mois, le dit procureur-jure a pratique, au prejudice d'Auguste et de Louis Vauthey, une saisie mobiliere generale po ur eire paye du montant de cet effet. Le dit jour, 2ö Mars f887, le procureur-jure Cavin a noti- fie, au nom de Deppierraz, a Pierre-Daniel et a Edouard Vau- they, un expIoit par lequel tout droit de recours etait reserve contre eux en leur qualite d'endosseurs du billet de change de f 0000 fr. du 24 Aout f886; avant cette notification, il avait ete question entre le creancier, le procureur-jure Cavin et le notaire Pelet, de creer une cedula en remplacement du billet du 24 Aout. Le Dimanche 27 Mars, Cavin se rendit a Sugnens, dans la mais on da Vauthey freres t et demanda tous Jes interesses. Auguste Vauthey etant absent, ace qu'on lui affirma, il vou- lut faire signer aux deux endosseurs Pierre-Daniel et Edouard Vauthey une declaration de cantonnement qu'il ecrivit lui- meme en travers du recto du billet, declaration ainsi con- eue: «Les soussignes declarent par les presentes se cons- }) tituer cautions solidaires du present effet jusqu'a bout » d'entier paiement en capital, interets et tous accessoires. » Sugnens, le 27 Mars t 887. » Il invita tout d'abord Edouard Vauthey a signer ce cau- tionnement, atin d'eviter des frais de poursuites et en atten- dant, disait-il, de faire une cMule. Edouard Vauthey ayant refuse de signer, Cavin insista pour obtenir sa signature, et le menaea de le « faire danser» s'il ne signait pas. Cavin continuant a menacer Ed. Vauthey, celui-ci finit par III. Obligationenrecht. N° 47. '2f37 dire qu'il signerait, si Pierre-Daniel voulait signer. Cavin et Edouard Vauthey se rendirent alors chez Pierre-Daniel, le trouverent dans la chambre avec sa belle-fille Elise Vauthey, qui aHa appeler son fils Alexis. Cavin insista de nouveau pour obtenir Jes signatures d'Edouard et de Pierre-Daniel Vauthey. « Signez, disait-il, et dans un ou deux jours je » reviendrai pour faire une cedula. » Acette occasion, il a ete question d'obtenir un taux d'interet plus favorable que celui du billet. Sur la demande de Cavin, qui avait represente la signature de la declaration comme une simple formalite destinee a eviter les frais de poursuites, Ed. Vauthey consentit entin a signer, et Pierre-Daniel Vauthey signa ensuite. Avant de signer, P.-D. Vauthey demanda aAlexls : « Pour » quoi est-ce?» et Alexis lui repondit: ({ Signe seulement, }) c' est pour les f 0000 fr. » C'est sur cette invitation que le dMendeur, ne le 13 Jan- vier f 797, qui a l'oule dure sans elre completamente sourd, et qui ne peut plus lire, signa de confiance sans avoir lu ce qu'il signait; il ne peut d'aiIleurs signer que lorsqu'on lui conduit la main. Le 27 Mars 1887, le dMendeur, ainsi qu'Edouard Vauthey ignoraient qu'a teneur des art. 827 et 804 du code des obli- gations, ils pouvaient pretendre etfe liMres de leur endosse- ment, en aHeguant que Deppierraz avait laisse expirer le de- lai d'un mois des le protet sans poursuivre les endosseurs ; la signature d'Edouard Vauthey est precedee des mots : « Bon po ur dix mille francs » ; il n' en est point ainsi de celle du dMendeur. Cavin est parti aussitöt qu'il eut obtenu ces signatures, en promettant de revenir dans un ou deux jours pour faire une cedula, mais il n'est pas revenu a Sugnens, et il n'a plus ete question de faire ceUe cadule. Ce n'est que le 2 Mai 1887 que P.-D. Vauthey apprit de son neveu Besson que le 27 Mars precMent, le droit de recours contre les endosseurs du billet de change du 24 Aout t886 etait perime. Le 3 Mai f887, Cavin a invite P.-D. Vauthey a payer le I: 288 B. Civilrechtspflege. capital du billet du 24 Aout 1886; le 10 Mai, L. Jaccoud, gendre du dMendeur, a ecrit au procureur-jure Cavin, de la part des parents de sa femme, pour le priel' de suspendre cette affaire et de ne pas faire de frais; le 11 Mai, Cavin ecrivit au dMendeur qu'il avait ret;u l'ordre d'agir, et en lui donnant terme jusqu'au 17 dit

pour payer. Le meme jour, P.-D. et Edouard Vanthey ont ecrit a. Ca- vin, l'avisant qu'ils contestaient la validite de l'engagement du 27 Mars. Le 20 Aout 1886, il a ete acquitte, en main du procureur- jure Ramelet, au moyen des fonds pretes sur le billet, qui n'a cependant ete signe que le 24 Aout, une cedula du 23 Octobre 1872 de 7060 fr., souscrite en faveur de Julie Be- chet par Auguste et Francois ffeu Jean-Pierre Vauthey, et par Je dMendeur, agissant comme tute ur de son petit neveu Louis ffeu Frederic Vauthey, et une autre cedula de 700 fr., sous- crite en faveur de Julie Bechet le 25 Octobre 1872, par Francois et Auguste Vauthey. Au milieu d'Avri! 1887, Jean Vauthey ayant appris que des creanciers d'Edouard Vauthey dirigeaient des poursuites contre celui-ci, avise Deppierraz qu'i! ferait bien de pour- suivre Ed. Vanthey en vertu du billet de 10000 fr. ; un se- questre a ete pratique, au nom de Deppierraz, en vertu de ce billet, au prejudice d'Edouard Vauthey. C'est a la suite de. ces faits que Deppierraz, par demande du 29 Juin 1887, a conelu a. ce qu'il plaise a la Cour civile du Tribunal cantonal prononcer par sentence avec depens que Pierre-Daniel Vauthey est son debiteur et doit lui faire prompt paiement des sommes suivantes : a) dix mille francs, capital ; b) interets au 6 % des l'echance; c) commission 1/3 % ; d) 7 fr. öO c. frais de protet; toutes reserves etant faites contre le dMendeur pour lui re- clamer les frais des diverses poursuites dirigees contre ses co-obliges, ainsi que les frais d'intervention. Le dMendeur Vauthey a coneLu avec depens: III. Obligationenrecht. N° 47. 289 fO A liberation des conclusions prises contre lui en de- mande; 2° Reconventionnellement, a ce qu'il soit prononce avec depens que J'acte de cautionnement du billet de 10000 fr. du 24 Aoul 1 f arninfaffe ber @Stabt .ßuaern ~atte fid) aufolge eineg ~ad)tauf~ebungg\lertrageg bon Wrem ~äd)ter Se~ann @gli ber. fd)iebene Dbjefte auf 3led)nung i~rer ~orberungen abtreten laffen bagegen bemfelben einen metrag bon 2000 ~r. alg @ntfd)äbi~ gung für IDleliorationen beAa~lt. mad)bem balb bar aUf Se~ann . " 2(11 m e r fun 9 : :nief~ Urt9.eiI. wirb nur aui33u9i3. unh btud)ftüdweife nJtebergegoen, ba ei3 tn femem uörtgen ~n9aIte von feinem aUgemeinen Sntereffe ift. III. Ohligationenrecht. N° 48. ~gli in stonfur~ gerat~en war, fed)t bie stonfur~maffe ben ~ad)tauf~ebunggl. ledrag al~ Aum mad)t~eH bet @Hiubiget ab. geld)loffen an unb e~ wurde bierer metrag aud) widlid) ge. rid)t lid) aufge~oben. Sn bem barauf~in entftanbenen neuen med)t~ftreite übet ~eftftellung ber 3led)te unb met~flid)tungen ber @ri:parninfaffe gegenüber ber stonfutgmaffe @gli beanf:prud)te erftm u. m.: bag 3led)t, ~wi(d)en ir,ren m:nf:prad)en unb @Sdul~ ben an bie IDlaffe AU Iifem:pen~ren/ IC. :!)ie !weite Snftana gab biefem ~ege~ren inioweit ftatt, alg eg bie 2000 ~r. lletift, weld)e bie @r[tlarninfaffe gemän bem ~ad)t<luff)ebung~bertrage l.lom @Setltem6er 1886 an Se~ann @gli be. 3a~lt r,atte. Sn ben @ntid)eibungggÜnben 1ft b.trübet bemedt: :!)ie ~ad)tauff)ebung [ei getid)t lid) ungültig erflärt worden, unb d Qabe in ~olge beffen \lollftänllige 3leftituten beg frü~ern .8u- ftanbeg einAntreten. @g tönne fomit bie @\f~arninfaffe nut bann <lngef)alten werden, bie if)r gemän ber ~ad)taureebung augetr,eilten DIljeUe ber stenfut~maffe Aurüet~ugeben, ",enn if)t biefte Me ~eAaf)lten 2000 ~t. teftituire ref~. bie @rftlClnifaffe müffe ben }ffiettf) biefet Dbjette nut gegen müetl.lergütung eber mered)nung im 2000 ~r. ein",erfen. :!)ie stenturgmaffe @gti fod)t biere @nt[d)eibung beim mun- beggetid)te an; bag leßtere betwarf inben if)re mefd)werbe, in~ bem e~ au~fü~rte: :!)te 3lefurrentin erbliett in ber fantonalen -@ntfd)eibung eine medeßung ber m:rt. 132 .8iffet 1, 136 unb 137 D . • 3l. :!)ie~ fann inben nid)t at~ ~utreffenb erad)tet werden, 1)ielmef):r 1ft babon augAugef)eu, ban für bie ~ier ftreitige ~rage nid)t eibgenß~fd)eg [onbern fantonale~ med)t mangeln unb <lud) ben ber morinfan6 angewendet ",orben ift. :!)enn: :!)er 1)en ber @rf:parniUfaffe ber @Stabt .ßu!ern mit bem stribaren ~gn im @Se~tember 1886 abgef)d)loffene

~ad)taureebunggl.ledrClg IUat bon ber stenfutgmaffe ",egen metfürAnng bet @läu6iger
trfolgreid) angefc(d)ten worben. :!)ie @rftlarninfaffe ift in ~elge beffen Aur 3lüetgewär,r ber
i~r butd) fraglid)en mertrag auge. menbeten DbieUe te[v. beg ~ertr,eg berfelben an bie
stonfut~· maffe ber:pfiid)tet ",orben. @Streitig 1ft nun, ob biefe mervfiid) • tnnng auf
3lüetge",li~r fd)led)tf)in gef)e ober aber nur auf 3lüet- ge",äfr gegen @rftattung ber \lon
ber @r[varninfaffe if)rerfeit3

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte
Originaltext. Quellen-URL siehe oben.